

PAS EN NOTRE NOM !

LA SOLIDARITE CRIMINALISEE

Est-ce un délit de **secourir** les personnes étrangères venues dans notre pays - au péril de leur vie - pour fuir la guerre, la famine, la misère, les persécutions politiques, les atteintes à la démocratie ? (*Souvenons-nous de ces **trois Afghans** renvoyés dans leur pays auquel nous faisons la guerre ? Souvenons-nous de la Françafrique ? Congo, Gabon, Côte d'Ivoire, Guinée, Sénégal, Tunisie...*)

DROIT AU LOGEMENT

Est-ce un délit d'héberger des êtres humains et leurs familles privés de toutes ressources ? Sous prétexte qu'ils n'auraient pas de papiers ?

(*Qu'ont-ils fait pour dormir dans nos rues, pour être délogés de leurs appartements, pour n'avoir pas de quoi manger, s'éduquer, se marier, se soigner, eux et leur famille*) ?

VIVRE ET TRAVAILLER

Est-ce un délit d'empêcher que ces personnes étrangères, leurs familles soient persécutées dans notre pays au nom de lois xénophobes et racistes qui vont à l'encontre des **droits universels des femmes, des enfants, des hommes** ? Est-ce un crime de chercher à vivre, à travailler ? (*Est-ce légitime que les pays riches érigent des murs contre la misère tout en célébrant la chute du mur de Berlin*) ?

SOLIDARITE

Est-ce un délit de **désobéir** à des lois quand elles sont injustes, quand on estime que la solidarité doit s'appliquer prioritairement à nos frères humains les plus déshérités, **quelle que soit leur origine** ?

ETATS COMPLICES

Le crime contre les droits, n'est-il pas du fait des États qui pillent les richesses des pays pauvres, soutiennent et arment les dictatures qui oppriment leurs populations forcées de s'expatrier ? (*Est-ce de **gâité de cœur qu'on abandonne sa famille et son pays***) ?

EGALITE DES DROITS

Le crime contre l'humanité n'est-il pas du fait des gouvernements qui traquent, chassent, parquent dans des centres de rétention, expulsent des êtres humains innocents. N'est-il pas du fait des gouvernements qui tolèrent que des sans-papiers travaillent durant des années, paient leurs impôts, et leurs cotisations tout en leur refusant la régularisation et l'égalité des droits avec les travailleurs français ? (*Est-ce tolérable que les écoles, les hôpitaux, les entreprises, nos rues soient transformés en pièges à sans-papiers*) ?

RECU DE CIVILISATION

Nos traditions d'accueil, de justice, de fraternité, de solidarité qui ont toujours accompagné ou précédé la Déclaration universelle des droits humains, ne reconnaissent-elles pas à chacun le droit à un travail, à un logement, à vivre en famille ? (*Refuser ces droits élémentaires à la dignité, nier ces droits, n'est-ce pas un recul de nos valeurs, **un recul de civilisation**, un retour à la ségrégation*) ?

PAS EN NOTRE NOM

Pouvons-nous accepter que cela se fasse en notre nom pour des raisons électoralistes, capter les voix de l'extrême droite, donner des gages aux pires racismes ? Pour ghettoïser toute une population, la criminaliser, en faire **des boucs émissaires** responsables de nos misères ? Nos frères étrangers n'ont-ils pas combattu pour libérer notre pays ? N'ont-ils pas participé dans des conditions inhumaines à la reconstruction de la France ? N'ont-ils pas été victimes de la colonisation qui a assuré la prospérité des pays riches, et appauvri, décimé, leurs pays ?

DESOBEIR

Notre seule loi, notre seule règle, ne nous imposent-elles **pas le devoir de solidarité, de fraternité, d'égalité** ? Désobéir à des lois criminelles, n'est-ce pas se battre pour imposer la justice, pour faire respecter la dignité de nos frères et notre propre dignité ?